



cfuw fcfd

Trousse de défense 2026 — des intérêts



Le pouvoir par le savoir.

Table de matières

Remarque au sujet des résolutions.....	3
--	---

Résolution 1:

• Glossaire des termes	4
• Préambule.	6
• Un message de la FCFDU Ottawa	7
• Clauses résolues	8
• Que devrait faire le Canada?.....	9
• Mise en œuvre	11
• Ressources.....	13
• En savoir plus sur les activités menées par les organismes.....	14

Résolution 2:

• Glossaire des termes	15
• Préambule.....	16
• Un message de la FCFDU Guelph	17
• Clauses résolues.....	18
• Mise en œuvre.....	19
• Ressources.....	21
• En savoir plus sur les activités menées par les organismes.....	22



Remarque au sujet des résolutions



Les membres de la FCFDU sont encouragées à donner suite aux résolutions en fonction des aspirations et des capacités de leurs clubs. Il n'est ni attendu ni exigé d'un club de la FCFDU qu'il donne suite à l'une ou à l'ensemble des résolutions figurant à cette trousse de défense des intérêts d'automne. Chaque club peut se concentrer sur les activités ou les causes qui lui tiennent à cœur et qui sont pertinentes pour sa collectivité.

Les clubs de la FCFDU ont toujours fait preuve d'un engagement exemplaire dans leurs activités de défense des intérêts. La force de la FCFDU repose sur le travail inlassable, l'engagement et la générosité de ses membres. Veuillez utiliser cette trousse de défense des intérêts d'automne de la manière qui correspond le mieux aux objectifs de votre club. Si votre club souhaite mener des actions de défense des intérêts axées sur les résolutions figurant dans cette édition de la trousse, le bureau national de la FCFDU met à votre disposition des ressources dans le répertoire des membres (ou Members Drive). De plus, la FCFDU Ottawa et la FCFDU Guelph ont généreusement proposé de servir de points de contact pour les clubs qui auraient des questions. Veuillez noter que leur disponibilité dépendra de leur capacité et du nombre de demande reçues. Leurs coordonnées seront fournies dans les pages suivantes.



Résolution 1 : Glossaire des termes

Les clubs de la FCFDU qui souhaitent défendre les intérêts des femmes et des filles en Afghanistan pourraient vouloir se renseigner sur le contexte dans lequel s'inscrit la crise de l'éducation. Cette crise de l'éducation ne doit pas être considérée comme le reflet de l'islam en tant que religion. L'Afghanistan est un pays à majorité musulmane doté d'une histoire riche, marquée par des interprétations variées de la religion, divers mouvements politiques et d'approches divergentes à l'égard de l'accès des femmes à l'éducation et leur participation à la vie sociale. Les politiques mises en œuvre par les talibans reflètent le système politique et idéologique propre aux autorités actuelles. En comprenant le contexte historique, politique, culturel et international dans son ensemble, les membres de la FCFDU seront mieux outillés pour défendre les droits et les intérêts des femmes et des filles afghanes.

COMPÉTENCE CULTURELLE : Il s'agit de la capacité à comprendre les personnes issues de milieux culturels divers et à interagir avec elles de façon respectueuse. Cela implique notamment de reconnaître ses propres présuppositions et préjugés. Dans le contexte afghan, la compétence culturelle permet aux défenseuses et défenseurs des intérêts de bien écouter les femmes et les filles afghanes tout en évitant de formuler des présuppositions sur la culture afghane, la religion ou les expériences des communautés musulmanes.

ISLAMOPHOBIE : Préjugés, discrimination ou hostilité envers les musulmanes et les musulmans ou les personnes perçues comme faisant partie de cette religion. Dans le cadre de cette résolution, il est important de reconnaître l'islamophobie afin que la lutte contre les politiques des talibans ne débouche pas sur des préjugés négatifs à l'égard de l'islam ou des personnes musulmanes.

IMPÉRIALISME : Système dans lequel un État puissant étend ou maintient son influence politique, économique, militaire ou culturelle sur un autre territoire ou un autre groupe de personnes, souvent sans leur accorder une participation à parts égales aux processus décisionnels. L'histoire moderne de l'Afghanistan a été profondément marquée par des interventions étrangères répétées et par la rivalité géopolitique. Comprendre cette histoire peut aider à mettre en lumière les conditions politiques et sociales qui ont contribué à la crise actuelle.

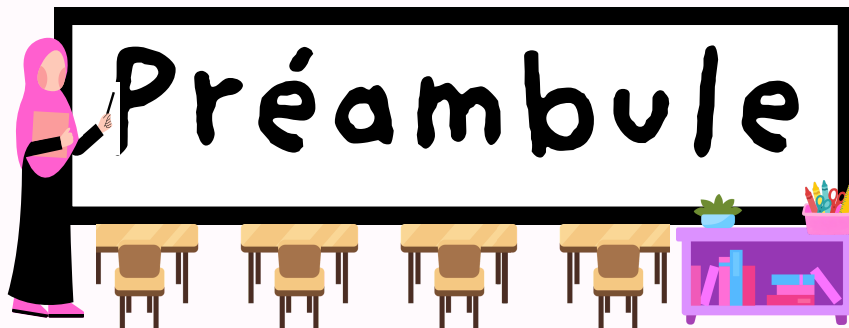
Résolution 1 : Glossaire des termes

Les TALIBANS constituent un mouvement politique et religieux qui contrôle l'Afghanistan depuis 2021 et fait office d'autorité de facto du pays. Ils ont imposé de sévères restrictions aux femmes et aux filles, limitant leur accès à l'éducation, à l'emploi, à la liberté de circulation et à la participation à la vie publique. Il est important de souligner que l'interprétation de l'islam par les talibans ne reflète pas les croyances de l'islam ni celles de la communauté musulmane dans son ensemble.

L'OPPRESSION désigne l'utilisation systématique du pouvoir pour restreindre un groupe particulier de personnes, le contrôler ou le priver de ses droits, de ses possibilités et de ses libertés. En Afghanistan, les femmes et les filles font l'objet de restrictions systémiques imposées par les lois, les politiques et les pratiques qui limitent leur accès à l'éducation, à l'emploi, à la liberté de circulation et à la participation à la vie sociale.

Le FONDAMENTALISME ISLAMIQUE désigne les mouvements qui visent à organiser la société et le gouvernement selon une interprétation particulière des principes religieux. Ces mouvements fondamentalistes sont variés et ne représentent ni l'ensemble des personnes musulmanes ni l'islam dans son ensemble. Dans le cas de l'Afghanistan, l'interprétation de l'islam par les talibans est propre à leur programme politique et idéologique et ne doit pas être considérée comme représentative de l'islam ou des communautés musulmanes en général.

APARTHEID DE GENRE : Ce concept désigne un système dans lequel les lois, les politiques et les institutions séparent, excluent et discriminent systématiquement les personnes en fonction de leur genre, leur refusant ainsi l'égalité des droits et des chances. Il est de plus en plus utilisé pour décrire les restrictions systémiques imposées aux femmes et aux filles en Afghanistan. À l'heure actuelle, l'apartheid de genre n'est pas reconnu comme un crime distinct en droit international; toutefois, des efforts sont déployés pour établir un nouveau cadre juridique relatif aux crimes contre l'humanité qui pourrait l'inclure.

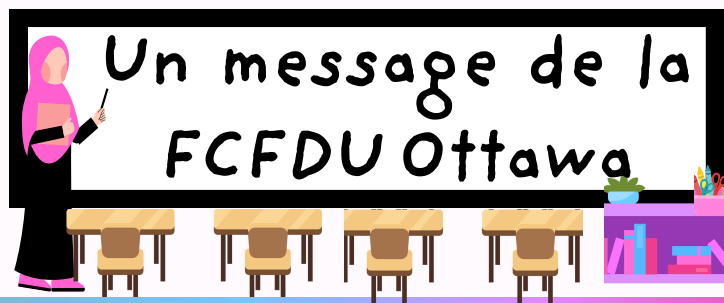


La FCFDU Ottawa a milité inlassablement en faveur de l'accès à l'éducation pour les femmes et les filles en Afghanistan. Nous les remercions pour leur travail et pour cette résolution. Vous pouvez consulter le contexte et la bibliographie de leur résolution [ici](#).

Dès sa création, la FCFDU a travaillé à favoriser l'accès équitable à l'éducation pour les femmes et les filles. À l'heure actuelle, il y a en Afghanistan des femmes et des filles animées par le même désir d'apprendre et de s'instruire qui unit les membres de la FCFDU, mais qui se voient refuser l'accès à l'éducation en raison de leur genre. Cette résolution, qui arrive à point nommé, renforce les efforts de la FCFDU à défendre le droit à l'éducation.

Pour reprendre les mots de l'auteure et philosophe féministe Audre Lorde : « Je ne suis pas libre tant qu'une autre femme n'est pas libre, même si ses chaînes sont très différentes des miennes. » La défense du droit à l'éducation des femmes et des filles en Afghanistan ramène la FCFDU à ses racines et à la cause qui a inspiré sa création.

Les pages qui suivent proposent des ressources destinées aux clubs pour leur permettre d'approfondir leurs connaissances, de susciter des discussions et d'encourager les actions de défense des intérêts. Si vous souhaitez envoyer une lettre à votre représentante locale ou votre représentant local au nom de votre club, vous pouvez consulter un modèle ici en [anglais](#) et en [français](#). Nous avons également mis au point une trousse d'outils pour les médias sociaux à utiliser pour sensibiliser le public à ces enjeux. Vous trouverez [ici](#) les publications et les légendes correspondantes en anglais et en français.



Le club de la FCFDU Ottawa se préoccupe des difficultés auxquelles font face les jeunes femmes d'Afghanistan depuis la création, en 2010, de notre groupe «University Women Helping Afghan Women» (UWHAW). L'UWHAW s'implique de plus en plus auprès de la communauté internationale des Afghanes et des Afghans en situation de détresse ou en exil, ainsi qu'auprès des personnes qui les soutiennent, dont nous nous efforçons de faire entendre la voix. Nous recueillons des fonds pour faciliter l'apprentissage à distance et avons mis sur pied une équipe de tutrices et de tuteurs responsables d'accompagner en ligne des étudiantes afghanes.

On se demande toujours: «Que pourrait-on faire d'autre?» Une des solutions consistait à proposer une résolution visant à mobiliser les membres de la FCFDU à l'échelle nationale en faveur du droit universel des femmes à l'éducation. Il y a un an, nous avons annoncé cette intention et obtenu l'appui du conseil d'administration national de la FCFDU. Le bureau de direction de la FCFDU s'est chargé des communications.

Au cours des mois d'hiver, trois membres de premier plan du comité de défense des intérêts de notre club et de l'UWHAW ont rédigé la résolution, ainsi que ses notes d'information et sa bibliographie. Une fois ce projet publié au début du mois de mars, 36 clubs — dont le nôtre! — ont fait part de leurs commentaires, auxquels nous avons répondu un à un, avant de modifier les dispositions concernées (et même le titre) en conséquence.

Le processus de modification de la FCFDU mène invariablement à l'amélioration d'une résolution. Il encourage également tous les clubs à accorder une attention particulière à cette préoccupation.

Un atelier destiné aux auteures et aux auteurs d'amendements et de propositions, suivi d'une répétition de la séance sur les politiques, a permis d'affiner davantage notre message. Le 24 juillet, Alison et Joan ont présenté et défendu la proposition de résolution lors de notre AGA, et une majorité des déléguées et des délégués du club présents ont choisi de l'adopter. Nous leur exprimons notre reconnaissance.

Tout club de la CFUW souhaitant s'impliquer au cours de la saison à venir devrait demander conseil à nos dirigeants de l'UWHAW — uwhaw2010@gmail.com — sur la meilleure façon de procéder.

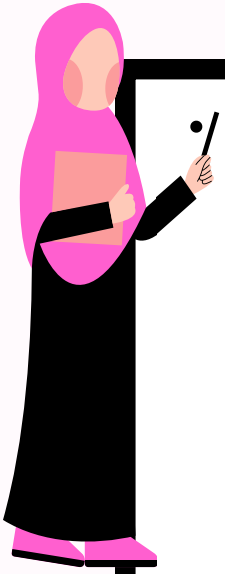


IL EST RÉSOLU QUE la FCFDU presse les Canadien.ne.s et tous les ordres de gouvernement à renforcer les partenariats stratégiques avec les réseaux tant en Afghanistan que dans la diaspora afghane, afin d'amplifier leurs voix en soutien à l'accès à une éducation post-primaire régulière pour les femmes et les filles en Afghanistan.

IL EST RÉSOLU QUE la FCFDU presse le gouvernement fédéral du Canada, en collaboration avec d'autres gouvernements nationaux, à accroître son soutien aux mécanismes de justice internationale, notamment ceux des Nations Unies, afin de tenir les autorités de facto en Afghanistan responsables de leurs violations des droits de la personne, en particulier du droit à l'éducation des femmes et des filles.

IL EST RÉSOLU QUE la FCFDU presse les ordres des gouvernements canadiens à accroître leur soutien aux femmes et aux filles en Afghanistan en finançant ou en continuant de financer l'apprentissage en et les programmes de formation virtuel pour les enseignants et les enseignantes; et en élevant les barrières telles que les refus des permis d'études, pour leur poursuite d'une éducation au Canada.

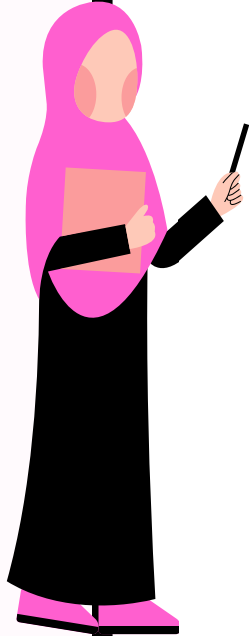
Que devrait faire le Canada?



- / Le Canada doit redoubler d'efforts en collaboration avec ses alliés internationaux pour imposer des sanctions contre les dirigeants talibans, en particulier en limitant leurs déplacements, afin de démontrer son mécontentement face à leur traitement des femmes et des jeunes filles. Par exemple, une coalition regroupant le Canada, l'Australie, les Pays-Bas, l'Allemagne et d'autres pays collabore actuellement avec la Cour internationale de Justice afin que des enquêtes soient menées sur les violations des droits de la personne commises en Afghanistan.
- En ce qui concerne l'Afghanistan, le Canada devrait également appuyer la mise en place de tribunaux hybrides, de tribunaux internationaux chargés de statuer sur la responsabilité des États, le principe de compétence universelle, les commissions de vérité et de réconciliation, les mécanismes de réparation et d'indemnisation, ainsi que les sanctions et les mesures d'exécution internationales.
- Le gouvernement canadien devrait ouvrir ses portes aux jeunes femmes afghanes qui se voient offrir des bourses d'études au Canada; le refus de visas d'études condamne ces étudiantes à une vie d'oppression et de frustration.
- Les provinces et les territoires devraient continuer de collaborer avec le gouvernement fédéral pour prendre des décisions concernant l'admission d'étudiantes afghanes dans les établissements d'enseignement canadiens.



Que devrait faire le Canada?



- Affaires mondiales Canada devrait continuer à contribuer au financement de l'éducation alternative pour les femmes et les filles afghanes et de soutenir les ONG qui proposent une formation en ligne pour les enseignants et les enseignantes, des compétences en littératie numérique et un accès aux plateformes d'apprentissage en ligne, comme la classe Darakht-e Danesh (darakhtdanesh.org/classroom), qui offre un programme d'études canadien et afghan combiné et un diplôme reconnu à l'échelle internationale à la fin des études.
- Dans leurs transferts de paiements aux provinces pour l'enseignement postsecondaire, le gouvernement canadien devrait affecter des fonds aux collèges et universités afin de créer et de maintenir des programmes éducatifs en ligne pour les étudiantes en Afghanistan.





Les clubs de la FCFDU peuvent mettre en œuvre cette résolution des manières suivantes:

- Sensibiliser chaque communauté FCFDU à l'insuffisance de l'éducation offerte aux filles en Afghanistan, ainsi qu'aux décrets et aux abus des talibans, par des campagnes épistolaires, une mobilisation auprès des représentantes et représentants élus, des initiatives de sensibilisation du public et une collaboration avec les organisations partenaires et les médias locaux;
- Localiser et aider les familles canadiennes ayant des proches en Afghanistan;
- Encourager les femmes afghanes au Canada à prendre la parole lors des réunions de la FCFDU et garder le contact avec elles;
- Manifester avec les femmes afghanes lors d'occasions spéciales, comme la Journée internationale des femmes et la Journée internationale des droits de la personne;
- Créer un groupe d'étude afin de mieux comprendre les défis auxquels font face les femmes et les filles afghanes;
- Trouver des ressources pour améliorer la compréhension de la situation actuelle en Afghanistan, telles que le journal Zan Times et les récents rapports d'ONU Femmes et de l'UNESCO;
- Établir des liens avec UWHAW de la FCFDU Ottawa et Right To Learn Afghanistan;
- Consulter la « Boîte à outils pour l'enseignement supérieur » de Right To Learn Afghanistan (consulter le site: <https://righttolearn.ca/higher-education>);

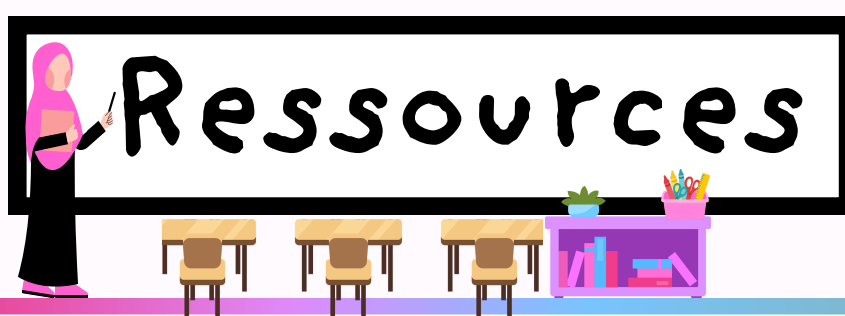




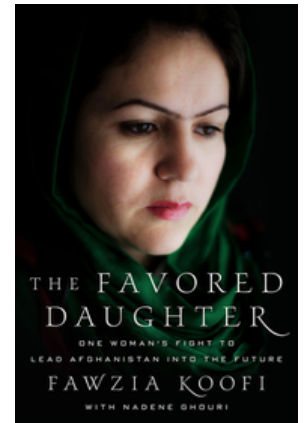
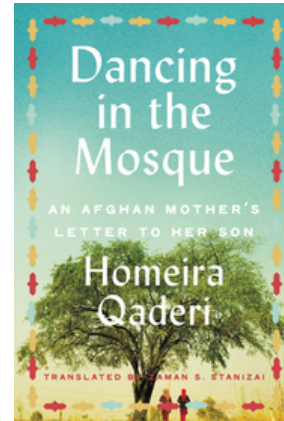
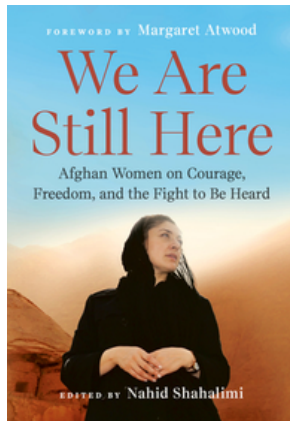
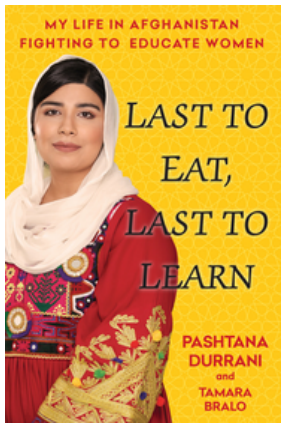
Les clubs de la FCFDU peuvent mettre en œuvre cette résolution des manières suivantes:

- Rencontrer des parlementaires et des membres du sénat pour les encourager à soutenir les organisations des Nations Unies fournissant une aide humanitaire, de l'éducation et des soins de santé en Afghanistan;
- Rencontrer les représentantes et les représentants de la direction des universités et collèges locaux pour les inciter à étendre les programmes éducatifs virtuels aux étudiantes en Afghanistan;
- Envoyer des demandes à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) (www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete.html) afin qu'il accorde la priorité aux demandes des réfugiées et des étudiantes afghanes;
- Se tenir au courant des développements concernant l'Afghanistan au Conseil de sécurité des Nations Unies (main.un.org/securitycouncil/fr) et à la Cour pénale internationale (www.icc-cpi.int/fr).





Les médias peuvent constituer un outil utile pour en apprendre davantage sur des sujets que l'on ne rencontre pas dans la vie de tous les jours. Consultez les ressources présentées sur cette page pour en savoir plus sur l'accès des femmes à l'éducation en Afghanistan.



Afghanistan Undercover

Une enquête secrète sur la répression exercée par les talibans à l'encontre des femmes en Afghanistan. La correspondante de FRONTLINE, Ramita Navai, part à la rencontre de femmes victimes de représailles de la part du régime et confronte des responsables talibans.

Réalisé par Karim Shah

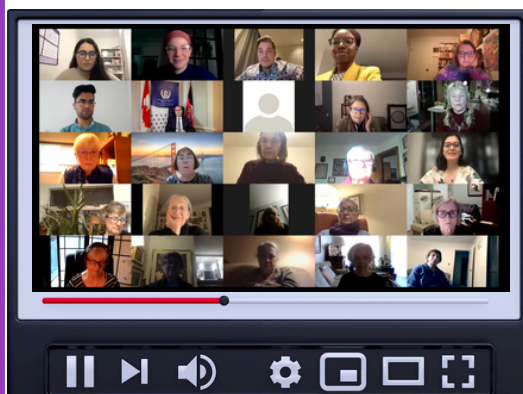
[Cliquez ici pour visionner le documentaire](#)

Inside Afghanistan's Secret Schools



Une entrevue audio dans laquelle SanaSafi découvre comment les adolescentes contournent l'interdiction de l'éducation imposée par les talibans.

[Cliquez ici pour écouter le documentaire](#)



Le 27 janvier 2022, la FCFDU et l'AYEDI ont coorganisé un webinaire consacré aux efforts déployés par le Canada en matière d'évacuation et de réinstallation des Afghanes et des Afghans vulnérables, ainsi qu'aux perspectives des organismes communautaires qui interviennent face à cette crise. [Cliquez ici pour écouter le documentaire](#)



En savoir plus sur les activités menées par les organismes



[Cliquer ici pour visiter le site](#)

Right to Learn Afghanistan (anciennement « Canadian Women for Women in Afghanistan ») appuie l'éducation des femmes et des filles afghanes depuis 1998.

University Women Helping Afghan Women - UWHAW

L'UWHAW s'efforce de manifester sa solidarité envers les femmes et les filles en Afghanistan, de faire entendre leur voix et d'œuvrer à la restauration de leurs droits et de leur dignité en encourageant les personnes, les groupes et le gouvernement à passer à l'action. L'UWHAW estime que personne ne devrait vivre sous le joug de l'apartheid de genre.

[Cliquer ici pour visiter le site](#)



Declaration on Gender Apartheid

Declaration sur l'apartheid de genre

En août 2026, pour marquer le cinquième anniversaire du régime répressif des talibans et de la résistance des femmes afghanes à ce régime, un groupe éminent d'expertes et d'experts internationaux en droits de la personne et en droit — originaires d'Afghanistan, d'Afrique du Sud et du monde entier — publiera la Déclaration internationale sur l'apartheid de genre et ses conséquences destructrices. La Déclaration appelle à mettre fin immédiatement à l'apartheid de genre et à recourir pleinement au droit international, et à l'élaborer à cette fin.

[Cliquer ici pour visiter le site](#)

Résolution 2 : Glossaire des termes

Désinformation : information fausse et créée délibérément dans le but de nuire à une personne, à un groupe social, à une organisation ou à un pays (Wardle & Derakshan, 2017).

Mésinformation : information fausse, mais qui n'a pas été créée dans l'intention de nuire (Wardle & Derakshan, 2017).

Malinformation désigne généralement une information véridique qui est diffusée à un moment ou d'une manière qui **visé à nuire** à une personne, à un groupe social, à une organisation ou à un pays (HCR, 2024).

Propagande : informations ou messages créés et diffusés délibérément dans le but de promouvoir un point de vue politique, social ou idéologique particulier. La propagande peut contenir des renseignements exacts, des renseignements erronés ou un mélange des deux. Elle vise à influencer les croyances ou le comportement des gens.

Démystification préventive : <<une stratégie de communication proactive et fondée sur des données probantes qui prépare les individus à résister à la manipulation avant qu'ils ne soient confrontés à la désinformation. Contrairement à la démystification, qui intervient après la diffusion de la désinformation, la démystification préventive agit en amont, avant que le contenu ne se propage ou ne s'enracine. Ensemble, la démystification préventive et la démystification forment un continuum complémentaire de stratégies d'intervention>> (European Fact-Checking Standards Network, sans date).

Trollage : le recours délibéré à des commentaires, à des messages ou à d'autres formes d'interaction en ligne dans le but de provoquer, de contrarier, de distraire ou de perturber d'autres personnes ou des conversations. Le trollage peut parfois s'inscrire dans une stratégie plus large visant à manipuler les discussions en ligne, mais toutes ces pratiques ne relèvent pas nécessairement de la mésinformation ou de la désinformation.

Fausse nouvelles : terme général utilisé pour désigner les informations fausses ou trompeuses présentées comme des nouvelles. Ce terme peut prêter à confusion, car il est parfois utilisé pour rejeter une information simplement parce que quelqu'un n'est pas d'accord avec celle-ci. Des termes plus précis, comme « mésinformation » ou « désinformation », peuvent aider à décrire ce qui se passe réellement.

PRÉAMBULE

Cette année, la FCFDU-Guelph s'est donné pour mission de sensibiliser ses membres aux dangers de la désinformation et à l'importance de l'éducation aux médias. Les membres ont mené des recherches, rédigé, écrit et réécrit cette résolution afin de permettre à la FCFDU de défendre cette cause. Nous leur exprimons notre reconnaissance envers les efforts déployés pour s'informer sur une question aussi cruciale pour la préservation de la solidité de notre démocratie. [Cliquez ici pour contacter la FCFDU Guelph.](#)

Une organisation qui milite pour l'équité doit d'abord se renseigner sur un enjeu donné afin de mieux comprendre comment mener des actions de sensibilisation et s'organiser autour de celui-ci. Les femmes sont touchées par plusieurs structures sociales et systèmes d'une manière qui n'est souvent ni mise en évidence ni pleinement étudiée. En tant qu'organisation de femmes forte de plusieurs décennies d'expérience dans la promotion de changements politiques et la mise en lumière des préjudices subis, nous pouvons mettre à profit les leçons tirées de cette expérience pour neutraliser, dans la mesure de nos moyens, la menace que représente la désinformation.

Pour en savoir plus sur le sujet, vous pouvez consulter le contexte et la bibliographie de cette résolution [ici.](#)

Les pages qui suivent proposent des ressources destinées aux clubs pour leur permettre d'approfondir leurs connaissances, de susciter des discussions et d'encourager les actions de défense des intérêts. Si vous souhaitez envoyer une lettre à votre représentante locale ou votre représentant local au nom de votre club, vous pouvez consulter un modèle ici en [anglais](#) et en [français](#). Nous avons également mis au point une trousse d'outils pour les médias sociaux à utiliser pour sensibiliser le public à ces enjeux. Vous trouverez [ici](#) les publications et les légendes correspondantes en anglais et en français.

UN MESSAGE DE LA FCFDU GUELPH

C'est avec une profonde gratitude que la FCFDU Guelph tient à remercier les nombreux clubs de partout au Canada qui ont appuyé la résolution: Lutte contre la désinformation au Canada.

La désinformation accentue la polarisation sociale et porte atteinte aux droits de la personne. La désinformation menace la santé et la sécurité publiques du Canada, l'action face aux changements climatiques, notre société civile ainsi que notre démocratie. C'est pourquoi nous présentons cette résolution:

- Elle demande à notre gouvernement de réglementer les plateformes qui tirent profit de la désinformation et qui font du préjudice causé au public leur modèle d'affaires.
- Elle préconise une sensibilisation efficace à la désinformation pour tous les âges, afin que les Canadiennes et les Canadiens puissent se protéger mutuellement contre ses effets destructeurs.
- Elle réclame la protection d'un journalisme éthique et crédible, car une communauté dépourvue de renseignements fiables est une communauté vulnérable à la manipulation et à la tromperie engendrées par la désinformation.

Pour lutter contre le pouvoir destructeur de la désinformation, il faut mettre en œuvre une action concertée à tous les ordres de la FCFDU: à l'échelle locale, provinciale et nationale. Au cours de la prochaine année, la FCFDU Guelph fera part de ses activités et de ses suggestions, tout en se joignant aux initiatives de nos nombreux clubs partout au Canada et en les appuyant. La prolifération extraordinaire de la désinformation ne changera pas à moins que nous ne nous unissions pour exiger ce changement. Merci à Jane Cox, de Sudbury, d'avoir partagé cette citation de Margaret Mead, qui nous rappelle le pouvoir dont nous disposons: «Ne doutez jamais du fait qu'un petit nombre de gens réfléchis et engagés peuvent changer le monde. En vérité, c'est la seule chose qui ait jamais réussi.»

Nous sommes ce groupe: depuis plus de 100 ans, nous faisons entendre notre voix pour militer en faveur du changement. C'est le moment de nous unir de nouveau afin d'agir face à l'un des enjeux les plus déterminants de notre époque. L'adoption de cette résolution a constitué une première étape; les prochaines étapes dépendent des membres de la FCFDU. Je vous invite à faire connaître cette résolution au sein de votre club: exprimez-vous haut et fort et faites en sorte que la menace que représente la désinformation ne puisse plus être ignorée. Nos enfants et nos petits-enfants méritent un monde sûr, un monde où la vérité prévaut et où les profiteuses et profiteurs ne bâtissent pas leur fortune sur la désinformation et sur ce qu'elle détruit.

La vérité a besoin de défenseures et défenseurs et de championnes et champions – la vérité a besoin de nous.

LUTTE CONTRE LA DÉSINFORMATION AU CANADA PROPOSÉE PAR LA FCFDU GUELPH



IL EST RÉSOLU que la FCFDU presse le gouvernement fédéral d'établir un organisme de réglementation indépendant, créé par la voie législative, ayant le pouvoir d'identifier, de surveiller et d'imposer des sanctions à la propagation de la désinformation sur les plateformes numériques, y compris sa diffusion et son amplification, tout en respectant le droit à la liberté d'expression garanti par la Charte.

IL EST RÉSOLU que la FCFDU presse les gouvernements provinciaux et territoriaux de développer dans les programmes scolaires, des cours obligatoires de littératie médiatique à chaque niveau (de la maternelle à la 12e année), spécifiquement axé sur la désinformation, incluant les compétences en pensée critique, les techniques de manipulation et les mécanismes de diffusion.

IL EST RÉSOLU que la FCFDU exhorte tous les ordres de gouvernement de développer et de mettre en œuvre des campagnes d'information à grande échelle afin de sensibiliser le public sur les dangers de la désinformation, expliquer comment reconnaître les différentes formes de désinformation et de vérifier la validité des informations trouvées sur les plateformes de réseaux sociaux.

IL EST RÉSOLU que la FCFDU presse le gouvernement du Canada de continuer et de maintenir diverses formes de soutien financier au journalisme traditionnel, y compris les médias de radiodiffusion et les médias imprimés, afin de garantir que des sources d'information fiables demeurent accessibles à l'ensemble de la population canadienne.





À l'échelle nationale, la FCFDU pourrait prendre les mesures suivantes :

- Plaider auprès du gouvernement fédéral et le presser de mettre sur pied un organisme de réglementation indépendant, établi par loi, ayant le pouvoir de détecter la propagation de la désinformation sur les plateformes numériques, y compris la diffusion et l'amplification de la désinformation, de la surveiller et d'y imposer des sanctions, tout en respectant la Charte.
- Plaider auprès du gouvernement fédéral et le presser d'élaborer et de promouvoir des documents éducatifs sur la désinformation, ses dangers et comment confirmer la validité des informations trouvées dans le domaine public.
- Encourager le gouvernement fédéral à rencontrer ses homologues provinciaux et territoriaux afin d'élaborer une approche coordonnée visant la création de programmes d'éducation aux médias axés sur la désinformation.
- Plaider auprès du gouvernement fédéral et le presser de fournir un soutien financier aux institutions de radiodiffusion traditionnelles ainsi qu'aux médias grand public et imprimés.
- Le groupe national de défense des intérêts pourrait établir un dépôt virtuel pour enregistrer les mesures entreprises par tous les niveaux de la FCFDU concernant cette résolution, ainsi que les résultats de ces mesures. Le dépôt pourrait ensuite servir de ressource pour tous les niveaux de la FCFDU en ce qui concerne les mesures de mise en œuvre potentielles.

À l'échelle provinciale et territoriale, les conseils provinciaux et territoriaux pourraient s'adresser aux parlementaires au sujet des mesures suivantes :

- Intégrer des ressources pédagogiques sur la désinformation, sur la manière de la reconnaître et sur ses dangers dans le cadre des programmes scolaires sur l'éducation aux médias.
- Fournir un soutien financier aux institutions de radiodiffusion traditionnelles ainsi qu'aux médias grand public et imprimés.

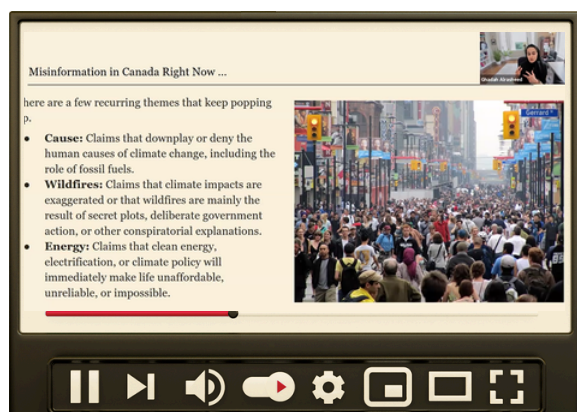
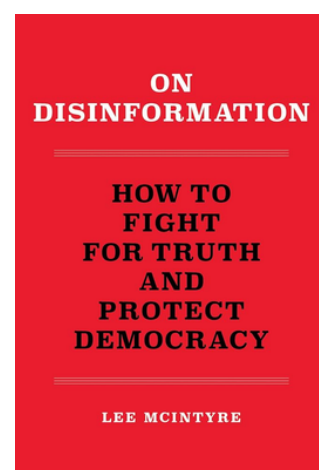
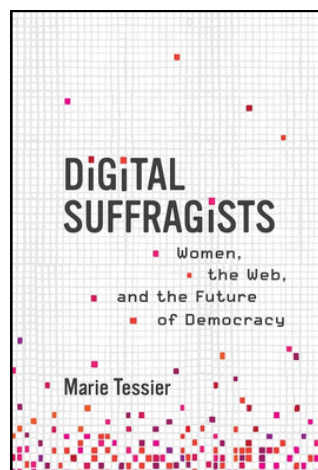
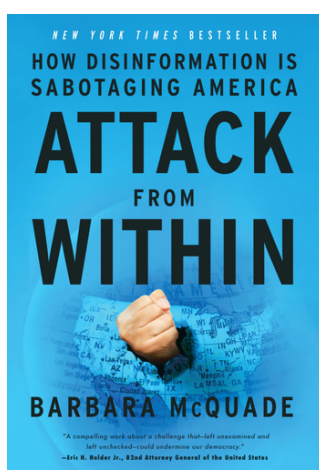
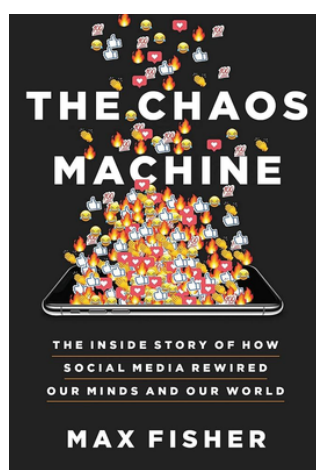


À l'échelle locale, les clubs de la FCFDU pourraient prendre les mesures suivantes :

- Rencontrer les membres du Parlement de la circonscription afin de les inciter à persuader le gouvernement fédéral de mettre sur pied un organisme de réglementation indépendant, établi par loi, ayant le pouvoir de détecter la propagation de la désinformation sur les plateformes numériques, y compris la diffusion et l'amplification de la désinformation, de la surveiller et d'y imposer des sanctions, tout en respectant la Charte.
- Rencontrer les membres de l'Assemblée législative provinciale et territoriale et plaider en faveur de l'intégration de programmes d'éducation aux médias et la désinformation dans les programmes scolaires.
- Rencontrer les membres du Parlement de la circonscription, les membres de l'Assemblée législative provinciale et territoriale ainsi que les conseillères et les conseillers municipaux, et discuter de la nécessité de soutenir les institutions de radiodiffusion traditionnelles ainsi que les médias grand public et imprimés. Les clubs locaux pourraient également souligner la nécessité de soutenir les institutions de radiodiffusion et médias traditionnels locaux.
- Avant les élections municipales, provinciales, territoriales et fédérales, élaborer des questions à poser aux candidats et aux candidates concernant la question de la désinformation.
- Encourager les membres de la FCFDU à se renseigner sur les risques liés à la désinformation et sur les moyens d'y faire face.
- Au sein des membres de la FCFDU, sensibiliser davantage le public à la question de la désinformation en offrant des ateliers ou en invitant des conférenciers et des conférencières sur ce sujet.
- Travailler en collaboration avec d'autres groupes locaux qui souhaitent à sensibiliser le public aux dangers de la désinformation et à promouvoir des mesures visant à réduire sa propagation.
- Rassembler et produire du matériel éducatif sur la désinformation pour les membres, les organisations locales intéressées et le grand public.
- Travailler en collaboration avec d'autres clubs de la FCFDU afin de créer des webinaires, des ateliers et d'autres activités d'apprentissage qui informeront les membres sur la désinformation.
- La FCFDU Guelph élaborera une pétition qui sera adoptée et diffusée à l'échelle locale, provinciale, territoriale et nationale.



Les médias peuvent constituer un outil utile pour en apprendre davantage sur des sujets que l'on ne rencontre pas dans la vie de tous les jours. Consultez les ressources présentées sur cette page pour en savoir plus sur les dangers de la désinformation.



Webinaire du sous-comité sur l'environnement et le changement climatique de la FCFDU : Decoding Climate Misinformation: What It Is and What to Do About It

[Cliquer ici pour visionner le webinaire](#)

L'année dernière, le sous-comité sur l'environnement et le changement climatique de la FCFDU a collaboré avec **Re.Climate** pour organiser un webinaire sur la désinformation et les changements climatiques à l'intention des membres de la FCFDU. Jennifer Mayville et la Dre Ghadah Alrasheed examinent ce qu'est la désinformation climatique et les raisons de sa propagation, mettent en lumière les discours courants et les voix qui les amplifient, et vous fournissent des outils et des stratégies pratiques pour reconnaître cette mauvaise information et y répondre efficacement. Que vous soyez novice à ce sujet ou que vous participiez déjà aux discussions sur le climat, vous repartirez avec de meilleurs outils pour faire face aux affirmations trompeuses et y répondre avec assurance.

Détecter la désinformation au service de la démocratie

La série en deux parties de CPAC intitulée «La désinformation et la démocratie» rassemble des universitaires, des journalistes, des militantes et militants et des politiciennes et politiciens afin de discuter des effets de la désinformation sur la démocratie canadienne, les médias sociaux et l'intelligence artificielle, ainsi que de l'éducation aux médias, de l'engagement citoyen et des mesures de protection possibles.

[Cliquer ici pour visionner](#)

The New Reality: April 9 - Global News

Les théories du complot et la désinformation en ligne alimentent la méfiance, la division et même la violence— dont une grande partie trouve son origine sur les plateformes de médias sociaux. Et les géants de la technologie tirent profit des visionnements et de la vie des utilisatrices et utilisateurs, grâce à des algorithmes conçus non pas pour les informer, mais pour les fidéliser.

[Cliquer ici pour visionner](#)



EN SAVOIR PLUS SUR LES ACTIVITÉS MENÉES PAR LES ORGANISMES



Egale Canada

Egale est le principal organisme canadien dévoué aux personnes 2ELGBTQI et à leurs enjeux. Il contribue à améliorer et à sauver des vies grâce à la recherche, à l'éducation, à la sensibilisation et à la défense des droits de la personne et de l'égalité, tant au Canada que partout dans le monde.

L'organisme a mis en évidence un lien entre la montée de la haine anti-2ELGBTQI, et plus particulièrement anti-trans, et la propagation de la désinformation, de la désinformation et de la malinformation. Égale a rédigé un guide pour aider les individus à repérer la désinformation, à évaluer le contenu en ligne, à vérifier les affirmations et à prendre des décisions éclairées avant de croire ou de partager des renseignements.

[Cliquer ici pour accéder aux ressources connexes](#)

[Télécharger le guide complet \(PDF\)](#) 



[Télécharger la fiche d'information \(PDF\)](#) 



Agence des Nations Unies pour les réfugiés

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a mis au point une trousse d'outils sur l'intégrité de l'information. Celle-ci est divisée en quatre sections :

- Comprendre le défi
- Outils pratiques
- Engagement externe
- Ressources supplémentaires

[Cliquer ici pour visiter le site Web de la trousse d'outils sur l'intégrité de l'information du HCR et en apprendre davantage](#) 

Re.Climate est le centre canadien de formation, de recherche et de stratégie en matière de communication et d'engagement liés aux changements climatiques. Il est situé à l'Université Carleton.

Afin d'analyser la recrudescence des informations fausses et trompeuses à la suite de la saison des feux de forêt de 2023, Re.Climate a rédigé le rapport « Flame Wars: Misinformation and Wildfire in Canada's Climate Conversation. »

[Cliquer ici pour lire le rapport](#) 



Canada's
Centre for
Digital Media
Literacy

Depuis 1996, MediaSmarts élabore des programmes et des ressources en matière d'éducation aux médias numériques destinés aux familles, aux écoles et aux collectivités canadiennes. Leurs activités s'articulent autour de trois grands axes : l'éducation, la sensibilisation du public, ainsi que la recherche et l'élaboration de politiques.

Ils ont créé des ressources pour les individus, les parents, ainsi que les enseignantes et enseignants afin de corriger la désinformation et de vérifier les renseignements trouvés en ligne. Vous pouvez en savoir plus sur leur campagne « Faux que ça cesse » [ici](#) 



cfuw fcfd

**815 St. Laurent Blvd, Suite 230
Ottawa, Ontario
K1K 3A7**

**La ville d'Ottawa est située sur le territoire
traditionnel et non cédé de la Nation
algonquine anishinabe.**

613-234-8252 

www.cfuw.org 

advocacy@cfuw-fcfd.ca 

[@cfuwfcfd](https://www.instagram.com/cfuwfcfd) 

[@cfuw.fcfd](https://www.facebook.com/cfuwfcfd) 